

La déclaration de la conférence



CSI-Afrique

Première conférence des femmes

Document de demande adressé au Gouvernement du Bénin
et à tous les Gouvernements Africains

Prononcé à la place de la Statue de l'Amazone, Cotonou,
Bénin

Août 2024

Introduction

Aujourd'hui, alors que nous concluons la première Conférence des femmes de la CSI-Afrique ici à Cotonou, au Bénin, nous sommes unies dans notre demande de changement transformateur à travers l'Afrique. Les femmes de tout le continent sont depuis longtemps l'épine dorsale de nos économies, de nos familles et de nos communautés. Pourtant, leurs contributions sont souvent sous-estimées et leurs droits ignorés. Cette conférence a été un espace de réflexion, de stratégie et de solidarité, et maintenant, alors que nous faisons passer notre message dans la rue, nous portons la voix d'innombrables femmes qui réclament une Afrique plus juste, plus égalitaire et plus inclusive.

Aujourd'hui, nos revendications ne concernent pas seulement les femmes, mais l'amélioration de toutes les sociétés africaines. En autonomisant les femmes, en favorisant l'égalité des sexes et en garantissant la justice sociale, nous pouvons construire un continent où chaque individu, quel que soit son sexe, a la possibilité de s'épanouir.

Nos revendications

1. Adopter le féminisme comme cadre pour l'équité et l'égalité des sexes

Nous appelons tous les gouvernements africains à reconnaître le féminisme comme un outil puissant pour parvenir à l'équité et à l'égalité des sexes. Le féminisme ne se résume pas aux droits des femmes ; il vise à créer une société où tous les individus, quel que soit leur sexe, peuvent vivre à l'abri de la discrimination, de la violence et des inégalités. Cela nécessite de démanteler les systèmes patriarcaux qui perpétuent la violence sexiste, la privation de droits économiques et l'exclusion politique.

2. Ratifier la Convention 190 de l'OIT pour favoriser des lieux de travail sûrs et sécurisés.

Nous exigeons la ratification et la mise en œuvre immédiates de la Convention 190 de l'Organisation internationale du travail (C190) dans tous les pays africains. Cette convention est essentielle pour créer des lieux de travail sûrs et sécurisés, exempts de violence et de harcèlement, qui touchent de manière disproportionnée les femmes. La ratification de la C190 n'est pas seulement une obligation légale ; c'est un impératif moral pour protéger la dignité et les droits de tous les travailleurs.

3. Donner aux femmes les compétences et les opportunités nécessaires pour entrer sur le marché du travail

Les femmes africaines doivent être dotées des compétences,

de l'éducation et des opportunités nécessaires pour participer pleinement au marché du travail. Nous exigeons que les gouvernements investissent dans des programmes de formation professionnelle, d'éducation et d'entrepreneuriat accessibles aux femmes, en particulier celles des communautés rurales et marginalisées. L'autonomisation économique est une pierre angulaire de l'égalité des sexes et elle est essentielle pour briser le cycle de la pauvreté et de la dépendance.

4. Respecter le droit des travailleurs à la liberté d'association, en particulier des femmes

Nous appelons tous les gouvernements africains à garantir le plein respect du droit des travailleurs à la liberté d'association, en particulier des femmes. Les femmes doivent avoir le droit d'adhérer à des syndicats et d'en former, de participer à des négociations collectives et de participer pleinement aux processus de prise de décision sur leur lieu de travail. Les syndicats jouent un rôle essentiel dans la défense de salaires équitables, de conditions de travail sûres et de l'égalité des sexes sur le lieu de travail.

5. Améliorer la protection sociale et la sécurité pour tous les travailleurs

Nous exigeons l'expansion et le renforcement des systèmes de protection sociale dans toute l'Afrique. Tous les travailleurs, en particulier les femmes, doivent avoir accès à la sécurité sociale, aux soins de santé, au congé de maternité et à d'autres prestations qui préservent leur bien-être et leur dignité. Les gouvernements doivent donner la priorité à l'investissement dans la protection sociale en tant que stratégie clé pour réduire la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale.

6. Il faut s'attaquer au problème de la dette et investir dans la protection sociale

Nous appelons les gouvernements africains à prendre des mesures urgentes pour remédier au fardeau écrasant de la dette qui freine la croissance économique et l'investissement social. Il est inacceptable que les ressources publiques soient détournées des services essentiels tels que la santé, l'éducation et la protection sociale pour assurer le service de la dette extérieure. Nous exigeons un moratoire sur le service de la dette et la réorientation des fonds vers la protection sociale et les services publics qui bénéficient aux femmes et aux communautés marginalisées.

7. Combattre les flux financiers illicites et utiliser les ressources pour la protection sociale

Nous exigeons un effort concerté pour lutter contre les flux

financiers illicites, qui drainent des milliards de dollars des économies africaines chaque année. Ces ressources doivent être récupérées et canalisées vers la protection sociale, les soins de santé, l'éducation et les infrastructures qui bénéficient à tous les citoyens, en particulier aux femmes. Les gouvernements doivent travailler ensemble pour renforcer la transparence financière, la responsabilité et la coopération internationale afin de mettre un terme à ces pratiques illicites.

8. Donner la priorité à l'autonomisation des femmes dans toutes les sphères de la vie

Nous appelons tous les gouvernements africains à donner la priorité à l'autonomisation des femmes dans les sphères politique, économique et sociale. Cela implique de garantir une représentation égale aux postes gouvernementaux et de direction, de fournir un accès à l'éducation et aux soins de santé et de soutenir l'autonomisation économique des femmes par des politiques qui favorisent l'entrepreneuriat et l'inclusion financière.

9. Encourager le dialogue social comme moyen de parvenir à la justice sociale

Nous exigeons l'institutionnalisation du dialogue social comme outil essentiel pour parvenir à la justice sociale et à l'égalité des sexes. Les gouvernements, les employeurs et les syndicats doivent travailler ensemble pour relever les défis auxquels sont confrontés les travailleurs, en particulier les femmes, sur le marché du travail. Le dialogue social est essentiel pour créer des politiques inclusives qui reflètent les besoins et les aspirations de tous les citoyens.

10. Mettre fin à la violence sexiste et garantir des espaces sûrs pour les femmes

Nous appelons tous les gouvernements africains à prendre des mesures immédiates et globales pour mettre fin à la violence sexiste sous toutes ses formes. Cela comprend la violence domestique, le harcèlement sexuel et les pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines. Des espaces sûrs doivent être créés pour les femmes dans tous les domaines de la vie, y compris sur le lieu de travail, dans les espaces publics et au sein de leur foyer.

11. Investir dans les soins de santé et l'éducation comme fondements de l'égalité

Nous exigeons des investissements accrus dans les soins de santé et l'éducation, qui sont essentiels pour parvenir à l'égalité des sexes et à la justice sociale. L'accès des femmes à des soins de santé de qualité, notamment aux services de santé reproductive, doit être garanti. Les systèmes éducatifs

doivent être réformés pour éliminer les préjugés sexistes et garantir aux filles et aux garçons des chances égales de réussite.

12. Soutenir les femmes dans les situations de conflit et de crise

Nous appelons les gouvernements africains à apporter un soutien et une protection particuliers aux femmes en situation de conflit et de crise, notamment aux réfugiées, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et aux femmes touchées par des catastrophes naturelles. Les femmes dans ces situations sont particulièrement vulnérables à la violence, à l'exploitation et aux privations, et elles ont besoin d'une aide ciblée pour reconstruire leur vie.

13. Promouvoir l'intersectionnalité dans les politiques de genre

Nous exigeons que les gouvernements africains adoptent des approches intersectionnelles dans leurs politiques de genre, en reconnaissant les formes multiples et croisées de discrimination auxquelles les femmes sont confrontées en raison de leur race, de leur origine ethnique, de leur handicap, de leur orientation sexuelle et d'autres facteurs. Les politiques doivent être inclusives et adaptées aux expériences et aux besoins divers de toutes les femmes.

14. Collaborer avec la société civile et les organisations internationales pour l'égalité des sexes

Nous appelons les gouvernements africains à collaborer avec la société civile, les syndicats et les organisations internationales pour faire progresser l'égalité des sexes et la justice sociale. Les partenariats sont essentiels pour partager les connaissances, les ressources et les meilleures pratiques, et pour demander des comptes aux gouvernements sur leurs engagements en matière d'égalité des sexes.

Conclusion

Aujourd'hui, nous nous trouvons à la croisée des chemins dans la lutte pour l'égalité des sexes et la justice sociale en Afrique. Les revendications que nous avons présentées ne sont pas de simples aspirations ; elles constituent le fondement d'un continent plus juste, plus équitable et plus prospère. Nous exhortons le gouvernement du Bénin et tous les gouvernements africains à écouter la voix des femmes, à agir de toute urgence et à s'engager à apporter les changements nécessaires pour parvenir à une véritable égalité et à une justice pour tous.

Que ce moment soit le début d'un nouveau chapitre de l'histoire

de l'Afrique, où les droits des femmes sont pleinement reconnus, protégés et promus, et où la justice sociale et l'égalité sont au cœur de notre progrès collectif.

Nous ne resterons pas silencieux, nous ne serons pas ignorés et nous ne nous arrêterons pas tant que nos revendications ne seront pas satisfaites.

Amandla !

Amka Afrique Amka!

Solidarité!



Conférence biennale des femmes syndicalistes de CSI-Afrique